

Madagascar



Evaluation @rating pays



Evaluation environnement des affaires



PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

	2010	2011	2012(e)	2013(p)
Croissance PIB (%)	0,4	1,8	1,9	2,6
Inflation (moyenne annuelle)	9,3	10,0	6,5	7,0
Solde budgétaire / PIB (%)*	-0,4	-4,8	-3,7	-4,1
Solde courant / PIB (%)	-9,7	-6,9	-7,9	-8,0
Dette publique / PIB (%)	64,4	59,1	58,7	57,2

(e) Estimations (p) Prévisions
* hors dons

POINTS FORTS

- ▲ Potentiel agricole important
- ▲ Quasi autosuffisance en riz, denrée de base de l'alimentation
- ▲ Ressources minérales (nickel, cobalt) et hydrauliques importantes
- ▲ Potentiel touristique

POINTS FAIBLES

- ▼ Pauvreté touchant les 2/3 de la population, majoritairement rurale
- ▼ Déforestation, érosion et trafic d'espèces rares
- ▼ Sensibilité aux aléas climatiques
- ▼ Dépendance à l'aide étrangère
- ▼ Exportations peu diversifiées
- ▼ Réseaux routier, hydraulique et électrique insuffisants

APPRECIATION DU RISQUE

Une croissance soutenue par le développement de la production minière

La croissance, honorable en 2012, devrait se maintenir en 2013, grâce notamment à la production de minerais. L'exploitation d'une nouvelle mine de nickel et de cobalt a débuté en octobre 2012, permettant l'expédition d'une première cargaison de nickel raffiné un mois après. Sous réserve du renouvellement du permis d'exploitation accordé pour 6 mois à la compagnie Ambatovy, le Nickel pourrait devenir le premier produit d'exportation malgache, le raffinage sur place augmentant la valorisation du minerai. Le secteur du tourisme devrait continuer à progresser lentement compte tenu

des perspectives maussades de croissance de l'UE. Le succès des démarches entreprises par les Autorités malgaches pour obtenir le retrait d'Air Madagascar de la liste noire de l'UE, sur laquelle la compagnie aérienne avait été placée en raison du non-respect de certaines normes de sécurité, soutiendrait cette reprise. Mais les performances économiques en 2013 dépendront surtout de l'évolution de la situation politique nationale. Si les élections se tiennent comme prévu au printemps, dans des conditions satisfaisant la Communauté internationale, les flux d'aide gelés depuis le déclenchement de la crise politique en mars 2009 pourraient reprendre, permettant le financement des investissements publics programmés. En outre, les sociétés étrangères seraient encouragées à concrétiser leurs décisions d'investissement, notamment dans le secteur pétrolier (lancement de l'exploitation du gisement pétrolier de Tsimiroro).

L'inflation sera entretenue par le niveau élevé des prix des biens alimentaires et du pétrole mais ne devrait pas flamber, compte tenu de la reprise attendue du secteur agricole après le cyclone qui a frappé le pays en février.

Les soldes budgétaire et courant restent déficitaires mais ne s'aggravent pas

Les finances publiques, affectées par le repli des flux d'aide, bénéficient en revanche de l'accroissement des revenus fiscaux lié à la progression de l'activité minière. La politique de maîtrise des dépenses menée depuis 2010 a permis une réduction du déficit. Mais la perspective des élections de mai 2013 rendra difficile le maintien de cette austérité.

Le déficit courant reste élevé. Les ventes à l'étranger des entreprises textile, situées pour l'essentiel dans des zones franches, pâtissent à la fois de la suspension par les Etats-Unis du bénéfice de l'African Growth Opportunity Act (AGOA- accord facilitant l'accès de certains pays africains au marché américain) et du ralentissement économique en Europe. L'augmentation des importations, en particulier celles d'énergie et le rapatriement des dividendes des compagnies minières étrangères contribuent également au maintien d'une balance courante déficitaire. Ce déficit devrait se stabiliser en 2013 en dépit de l'augmentation des importations, grâce à la légère progression des recettes touristiques et à l'augmentation des exportations de minerais. La Chine, premier partenaire émergent de Madagascar en termes d'aide, d'échanges commerciaux et d'IDE continuera à investir dans les secteurs miniers mais aussi les télécommunications, le textile et les services financiers.

Une situation politique indécise

La médiation de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) a permis d'aboutir à l'adoption, en septembre 2011, d'une Feuille de route prévoyant l'organisation d'élections. Un Gouvernement de Transition d'Union Nationale a été formé et le premier tour des présidentielles fixé en mai 2013. Les tentatives de rapprochement entre Andry Rajoelina, l'actuel président de la Transition et Marc Ravalomanana, l'ancien président en exil en Afrique du Sud, ont échoué. L'ancien président a annoncé qu'il ne participerait pas aux élections mais souhaite rentrer dans son pays. La tenue des élections dans les conditions prévues par la Feuille de route est donc incertaine. La situation politique reste donc très fragile et les tensions risquent de s'accroître à l'approche de l'échéance de mai.

Un environnement des affaires qui tend à se dégrader dans un contexte politique incertain

L'impasse politique dans laquelle se trouve le pays et les conséquences de cette situation sur l'économie malgache découragent les investissements. Par ailleurs, si la création d'entreprise est simple, les difficultés d'accès à l'électricité et au crédit compliquent l'activité des sociétés. Madagascar se place au 146ème rang (sur 210) de l'Indice de Gouvernance de la Banque Mondiale en termes de qualité de la réglementation et au 162ème pour le respect de la loi.

